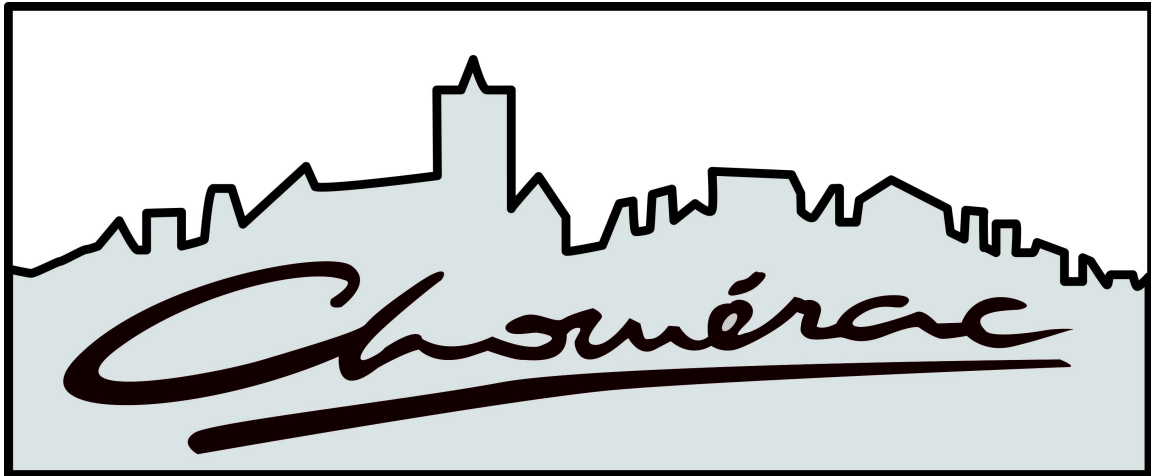


**Compte-rendu du débat public organisé par
François Arzac, M. le Maire de Chomérac (Ardèche)
le 22 janvier 2019 à 20 heures salle du Triolet**

*dans le cadre du Grand débat national lancé par
M. le Président de la République*



Information importante : Le présent compte-rendu est rédigé par l'organisateur du débat, toutefois, M. le Président de la République invite toute personne ayant participé à ce débat à adresser si elle le souhaite **son propre compte-rendu** à la *Mission du Grand débat national* via :

- ➡ la plate-forme internet <https://granddebat.fr/>
- ➡ ou par voie postale : **Mission grand débat - 244, bd Saint-Germain, 75007 Paris.**

Synthèse générale

Le débat a commencé aux alentours de 20h05 et a duré environ 2 heures et 30 minutes. Un peu plus de 200 personnes étaient présentes dans la salle.

M. le Maire de Chomérac animait les débats, trois adjoints et un conseiller délégué étaient à ses côtés pour écouter les débats. Un autre adjoint et un employé de municipalité se chargeaient de faire passer le micro aux personnes souhaitant intervenir au cours des débats. Deux employés de mairie étaient présents pour retranscrire les débats aux fins d'en rédiger le présent compte-rendu.

Parmi le public, on pouvait trouver des habitants de la commune ainsi que des communes voisines, une dizaine de « gilets jaunes » présentés comme tels, des retraités, des actifs, des hommes et des femmes, et enfin un lycéen âgé de 16 ans qui a pris la parole.

Les débats se sont déroulés respectueusement et le sentiment général qui en est ressorti à la fin était positif, une des intervenantes proposant d'ailleurs de poursuivre ce type de réunion dans les prochaines semaines.

Compte-rendu

M. le Maire a ouvert le débat en annonçant les règles qu'il souhaitait fixer. Il a tenu à préciser d'emblée que ce n'était pas sur ordre du gouvernement qu'il avait organisé cet événement, qu'il ne s'agissait pas non plus de défendre une ligne politique mais bien au contraire d'écouter toutes les personnes quelles que soient leurs opinions ou positionnements politiques afin d'en rendre compte au Président dans le cadre du Grand débat national.

Ainsi, il a insisté sur la neutralité politique de son rôle dans l'organisation de l'événement, précisant qu'il agissait non pas en tant que défenseur de l'action de

M. Macron et son gouvernement mais plutôt en tant que représentant de l'État et de la République au niveau communal.

Il a également précisé qu'il considérait cet événement plus comme une consultation des citoyens présents que comme un débat dans la mesure où les propositions et revendications ne seraient pas simplement discutées mais bel et bien relayées à la mission nationale du débat public mandatée par le Président.

De même, il a souhaité que les citoyens présents demeurent libres d'aborder tous les thèmes qu'ils souhaitent sans se limiter aux quatre thèmes prévus dans le cadre du Grand débat (transition écologique, fiscalité et dépenses publiques, démocratie et citoyenneté, organisation de l'État et des services publics.)

Le présent compte-rendu est une synthèse des débats classés de prime abord selon les quatre grands thèmes choisis par M. le Président de la République. Une rubrique supplémentaire « **Divers - autres** » est présentée afin de retranscrire tout élément ou proposition non classable dans les quatre thèmes retenus mais qui ont revêtu une certaine importance au cours de l'événement.

Démocratie et citoyenneté

Ce thème a été abordé à plusieurs reprises. Les propositions les plus récurrentes ont été:

- l'institution d'un référendum d'initiative citoyenne
- la comptabilisation du vote blanc aux élections, voire la comptabilisation de l'abstention
- rendre obligatoire le vote dès lors que le vote blanc est comptabilisé et permet d'exprimer son désaccord
- instituer un système de représentation proportionnelle
- associer plus efficacement les citoyens aux décisions politiques

- former une assemblée constituante aux fins de créer une nouvelle constitution et de réorganiser la République
- avoir des élus qui représentent vraiment les travailleurs, « les petites gens », qui ne soient plus des professionnels de la politique déconnectés de la réalité sociale,
- avoir des élus qui aient un casier judiciaire vierge
- avoir une plus grande proximité avec les représentants politiques nationaux (à l'image des habitants d'une commune avec leur maire)
- rendre obligatoire l'élaboration par les élus et gouvernants, d'un bilan sur les actions faites relativement à celles annoncées dans leurs programmes
- obligation du président de la République de prêter serment sur les engagements qu'il a pris
- revenir au septennat pour que le Parlement puisse être renouvelé sous une présidence et que la majorité ne lui soit pas acquise tout au long de son mandat
- baisse du nombre de parlementaires, et tout particulièrement du nombre de sénateurs, voire pour certains, suppression du Sénat,
- désigner des représentants politiques par tirage au sort
- supprimer des assemblées inutiles qui coûtent cher => le comité économique et social (CESE) et autres comités « Théodule »

Un intervenant a souhaité rappeler que le Président de la République avait été élu démocratiquement et il s'est insurgé contre certains termes employés par certains intervenants, présentant M. Macron comme « un Roi », ou encore comme parlant de « dictature » pour désigner le fonctionnement de la République.

A cela, il a été répondu que par le terme de « dictature » était surtout visé non pas le régime politique en tant que tel mais plutôt le régime politique en tant qu'il est soumis au « pouvoir de l'argent », l'expression de « dictature du capitalisme » ayant été alors employée pour corriger et préciser l'idée avancée.

Des « gilets jaunes » ont fait part de leur sentiment d'être méprisés par le Président.

Des retraités ont exprimé ce même sentiment, avec le regret d'avoir été auparavant des actifs et précisant que les actifs d'aujourd'hui seraient un jour aussi des retraités.

Les gilets jaunes présents ont fait savoir qu'ils ne se pensaient pas comme des représentants des gilets jaunes mais qu'ils voulaient parler pour le peuple, pour « les gens ».

D'autres personnes « non gilets jaunes » ont dit qu'ils n'étaient pas venus pour débattre de la question pour ou contre les gilets jaunes mais pour faire des propositions.

La défiance des citoyens envers leurs représentants politiques, élus et gouvernants, est ressortie des débats avec un sentiment de déconnexion profonde de la classe politique relativement aux problèmes concrets auxquels doivent faire face les citoyens (pouvoir d'achat, taxation trop élevée ou inadaptée à la population rurale, aux revenus moyens etc.).

Un intervenant a émis l'idée que cette défiance envers les politiques expliquait le taux élevé d'abstentionnisme lors des élections. Quelqu'un d'autre a confirmé qu'il ne votait plus car pour lui « le système n'avait plus de sens ».

Il a été fait mention de l'absentéisme des parlementaires aux assemblées, de leur nonchalance lorsqu'ils sont présents (endormissements visibles lors de la retransmission des séances, certains discutant entre eux, d'autres concentrés sur leur téléphones portables).

Dans ce contexte, a été revendiquée l'idée que les parlementaires aient des retenues sur leur rémunération comme n'importe quel travailleur qui s'absente sans justification ou n'accomplit pas les tâches pour lesquelles il est rémunéré.

Sous le terme de « copinage », la cooptation existant au sein de la classe politique a été fortement critiquée, appuyant la perception des élus comme d'une « classe » à part entière de la société qui ne se préoccupe pas des autres.

Le mépris de la classe politique envers le peuple a été illustré par le rappel d'une « trahison » puisque le « non » à la constitution de l'Union européenne par le référendum de 2005 a finalement été adopté par la procédure du traité international.

L'idée de création d'assemblées citoyennes a été proposée pour rétablir la participation du peuple aux décisions politiques.

Organisation de l'État et des services publics

Différents sujets ont été abordés sur ce thème par les intervenants lors du débat :

Un des premiers intervenants a regretté que l'État et les services publics n'existent presque que sur internet alors que nombreux sont ceux à ne pas avoir internet ou à ne pas être en capacité de s'en servir.

Certains ont souligné la qualité des services publics de proximité, notamment en ce qui concerne les municipalités : ils ont ainsi mis en évidence qu'ils peuvent avoir un « face à face » avec leurs maires ou avec leurs élus locaux, qui n'existe pas avec l'État.

D'autres ont regretté que les communes perdent en compétences et en capacité de financement.

Le « mille-feuilles administratif » a été particulièrement critiqué mais des idées différentes ont émergé à ce sujet :

- un habitant d'un petit village (moins de 1000 habitants) juge inutile la persistance des toutes petites communes et souhaite un renforcement des intercommunalités par mutualisation des coûts et des services,
- d'autres au contraire ont trouvé que les intercommunalités constituaient en milieu rural des entités trop éloignées des habitants et des difficultés qu'ils rencontrent au quotidien. Pour eux, seule l'existence de l'échelon communal leur paraît satisfaisant en raison de la proximité quasi immédiate qu'elle permet.
- Si l'échelon départemental n'a pas été abordé ni n'a fait l'objet de critiques, la question des régions a été posée, certains les jugeant complètement inutiles, d'autres encore trop petites, et d'autres satisfaisantes car désormais comparables aux grandes régions européennes.

Le coût relatif au mille-feuilles administratif a été déploré, de même que le peu d'efficacité dans l'exercice des compétences des trop nombreux niveaux de collectivités.

Sur un plan politique, certains gilets jaunes ont expliqué avoir cherché à rencontrer un certain nombre d'élus locaux (président du conseil départemental) ou nationaux (député), ou des représentants de l'État (préfecture), et que si toutes ces personnes ont accepté de les recevoir et de les écouter, toutes leur ont répondu qu'ils ne pouvaient rien faire.

Enfin, les services publics ont été sévèrement critiqués non pas pour leur existence mais plutôt pour leur gestion : en particulier les établissements

sanitaires, hôpitaux et maisons de retraites ont été visés et critiqués car ils sont soumis à des impératifs de rentabilité comme n'importe quel opérateur économique, sans que la santé ou les vies humaines ne soient la finalité de leur existence, alors qu'en tant que services publics ce devrait être le cas. Ainsi, le fait que l'hôpital soit devenu une entreprise avec des objectifs de rentabilité a été particulièrement déploré. Il a été alors explicitement proposé de repenser l'hôpital public et d'en changer la gestion.

En matière de protection sociale, il a été rappelé qu'un ouvrier devenu ministre a été l'artisan de la sécurité sociale des travailleurs et cet intervenant a émis le souhait que les travailleurs se réapproprient la « sécurité sociale » puisque ce sont eux qui la financent majoritairement par les cotisations sociales versées sur la base de leurs salaires (précisant alors que la protection sociale était un « salaire différé ».)

La question des prisons qui sont saturées et de plus en plus nombreuses a suscité une interrogation sur l'efficacité de la politique de répression. Tout en reconnaissant ne pas avoir de solutions à proposer, une personne a qualifié les prisons comme des écoles de la délinquance.

Les services publics des urgences et des personnes en situations de précarité ne seraient pas assez nombreux : sdf, accueil des migrants, etc.

Le coût impliqué par les guerres dans lesquels la France s'engage et leur inutilité ont également été évoqués. L'aide aux pays en développement par la France et les autres pays développés a été proposée comme solution pour réduire l'immigration.

Fiscalité et dépenses publiques

En matière fiscale, un sentiment d'injustice fiscale est nettement ressorti des débats, notamment relativement aux questions d'évasions et de fraude fiscale des plus riches ou des multinationales et des taxes reposant essentiellement sur les plus pauvres car elles pèsent plus lourd dans leur budget :

Les propositions ont été :

- suppression du « verrou de Bercy »
- augmentation des fonctionnaires de la DGFIP et des contrôles contre la fraude et l'évasion fiscales, et également contre la fraude aux allocations familiales et prestations sociales
- limitation des crédits d'impôts à certains secteurs
- suppression des niches fiscales
- interdiction de la « délocalisation fiscale »
- meilleure redistribution des richesses, notamment des profits (« dividendes ») réalisés par les entreprises et reversés aux actionnaires
- rétablissement de l'ISF ou au moins pour les grandes fortunes n'ayant pas contribué à la création d'emplois
- instauration d'une écotaxe pour les camions étrangers
- généralisation de l'impôt sur le revenu à tous avec un forfait fixé à 10 euros aux revenus non imposables
- augmentation des tranches d'imposition pour un impôt sur le revenu qui soit plus progressif et que l'imposition soit plus juste
- Taxation des robots ayant contribué à la suppression d'emplois
- Suppression ou baisse de la TVA pour les produits de première nécessité compensée par une augmentation de la TVA des produits de luxe

Transition écologique

Les discussions ayant trait à la question de la transition écologique pourraient se résumer à l'expression employée par une intervenante pour qualifier ce thème, c'est une « *affaire de riches* ». Cette dame a expliqué qu'elle aimerait faire de l'écologie mais que cela revêtait un certain coût et qu'en raison de ses revenus, elle ne pouvait se le permettre, bien qu'elle comprenne l'importance des enjeux liées aux questions environnementales.

L'exemple des véhicules polluants a été récurrent : les véhicules qui ne polluent pas ont un coût qui ne permet pas à certaines classes sociales d'investir dans un véhicule neuf qui soit moins ou non polluant. Les aides créées par l'Etat pour acheter un véhicule neuf ne sont pas adaptées aux revenus les plus modestes. De fait, ce sont eux qui sont le plus taxés.

L'augmentation du prix du carburant a été dénoncée surtout car elle touche principalement les populations rurales qui sont contraintes de se servir de leurs véhicules au quotidien puisque elles ne disposent pas des mêmes services de proximité qu'en zone urbaine.

Il a été proposé de taxer préalablement les carburants destinés aux poids lourds étrangers, aux bateaux, aux avions, etc.

Divers – Autres

Le pouvoir d'achat a été au centre des débats :

Les retraités se sentent stigmatisés et trahis par le fait qu'ils aient perdu en pouvoir d'achat avec la CSG.

Certains ont demandé à ce que le SMIC soit augmenté mais une intervenante a remarqué que la hausse du SMIC précédait toujours une hausse des prix, ce qui avait pour effet de neutraliser l'impact de la hausse du SMIC sur le pouvoir

d'achat. Elle s'est étonnée d'un SMIC beaucoup plus bas dans certains pays de l'Union européenne avec pourtant un pouvoir d'achat plus élevé .

Nombreux ont été à dire que les fins de mois sont difficiles alors qu'ils travaillent et ne sont pas au chômage.

Quelqu'un a pris l'exemple du contrôle technique institué et du fait que sans être en mesure de payer les frais de réparation pour passer le contrôle, ils n'ont plus le droit d'utiliser leur véhicule.

Les « lobbys »

Certains ont expliqué que les élus se laissent dicter les lois par des groupes de pression, notamment en matière pharmaceutique.

Les accords de libre échange ont été dénoncés comme participant au pouvoir des « lobbys ».

L'apparition médiatique des gilets jaunes

Les gilets jaunes ont expliqué se sentir ridiculisés lors de leurs apparitions médiatiques ou stigmatisés comme étant des casseurs alors qu'ils n'en sont pas. Ils ont dit que personne ne parlait des 11 gilets jaunes morts.

Le train de vie des politiques

Le train de vie des élus ou des gouvernants a été un sujet plusieurs fois abordé. Certains ont chiffré à 11 millions d'euros le train de vie des anciens Présidents de la République (appartements et véhicules de fonctions, personnel mis à disposition, etc.)

Les retraites des anciens ministres et députés, l'absentéisme des députés, leur rémunération, sont des sujets qui ont été très souvent critiqués.